



KPMG SA
41 rue de la Milletière
CA Aéronef - Bât F - BP 79737
37097 Tours

Association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi"

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi"
303 Rue Giraudeau 37000 TOURS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
41 rue de la Milletière
CA Aéronef - Bât F - BP 79737
37097 Tours

Association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi"

303 Rue Giraudeau 37000 TOURS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association locale A.D.M.R. "La Santé Chez Soi" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tours, le 21 mai 2024

KPMG SA

**Jerome
Decanter**

Jérôme Decanter

Associé

Signature numérique de
Jerome Decanter
Date : 2024.05.21 18:50:57
+02'00'

SSIAD ADMR LA SANTE CHEZ SOI

Actif		Exercice au 31/12/2023			Exercice précédente
		Montant brut	Dépréciation	Montant net	au 31/12/2022
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
Immobilisations incorporelles	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires (1)				
Immobilisations incorporelles	Autres immobilisation incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL		0	0	0	0
Immobilisations corporelles	Terrains	96 800		96 800	96 800
	Constructions	853 471	532 060	321 411	357 545
Immobilisations corporelles	Inst. techniques, mat. out. Industriels	4 903	4 903	0	
	Immobilisations corporelles en cours	798 379	499 347	299 033	291 688
Immobilisations corporelles	Avances et acomptes			0	
	TOTAL	1 753 553	1 036 310	717 243	746 033
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		0	0	0	0
Immobilisations financières (2)	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	800 000		800 000	
Immobilisations financières (2)	Prêts				
	Autres immobilisations financières	13 601		13 601	3 913
TOTAL		813 601	0	813 601	3 913
TOTAL I		2 567 154	1 036 310	1 530 844	749 946
Stock et encours		0	0	0	0
Créances (3)	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
Créances (3)	Autres	34 782		34 782	58 134
	TOTAL	34 782	0	34 782	58 134
Divers	Valeurs mobilières de placement	810 404		810 404	
	Instruments de trésorerie				
Divers	Disponibilités	2 085 273		2 085 273	3 641 437
	Charges constatées d'avance (4)	8 518		8 518	7 972
TOTAL		2 904 195	0	2 904 195	3 649 409
TOTAL II		2 938 977	0	2 938 977	3 707 543
Frais d'émission d'emprunt (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion - Actif (V)					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		5 506 131	1 036 310	4 469 821	4 457 490
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Exercice	Exercice précédent
Sans droit de reprise	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	232 941	232 941
Avec droit de	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		0	0
Réserves	Réserves		
	Exédents affectés à l'investissement		
	Réserves de compensation		
	Réserve de couverture du BFR		
	Réserves statutaires ou contractuelles	25 771	25 771
	Réserves pour projet de l'entité	1 557 378	1 515 182
	Autres	27 320	27 320
	<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 610 469</i>	<i>1 568 273</i>
	Report à nouveau	383 610	334 771
	<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>383 610</i>	<i>334 771</i>
	Excédent ou Déficit de l'exercice	-34 066	91 034
Situation nette		2 192 954	2 227 019
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	482 734	403 323
	* Amortissement dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations		
	* Réserves des plus-value nettes d'actifs		
	TOTAL I	2 675 688	2 630 342
fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	TOTAL I bis	0	0
reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	317 438	338 447
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II	317 438	338 447
Provisions	Provisions pour risques	39 482	39 456
	Provisions pour charges	198 086	190 649
	TOTAL PROVISIONS III	237 568	230 105
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	145 598	204 193
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	732 314	743 242
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 858	
	Autres dettes	348 357	304 159
	Instrument de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	7 000	7 000
	TOTAL IV	1 239 127	1 258 594
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 469 821	4 457 490
Renvois	(1)Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		

Compte de résultat		Exercice 2023	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations	3 323	4 500
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 010 923	5 724 287
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
Charges d'exploitation	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	38 030	
	Utilisations des fonds dédiés	21 009	13 135
	Autres produits	35 658	29 168
	Total des produits d'exploitation I	6 108 943	5 771 090
	Achats de Marchandises	118 682	145 163
Produits financiers	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 152 288	1 135 628
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	344 795	313 837
	Salaires et traitements	2 983 733	2 717 925
	Charges sociales	1 201 243	1 067 937
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	153 987	148 173
	Dotations aux provisions	23 835	13 110
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	166 411	158 447
Total des charges d'exploitation II		6 144 974	5 700 220
Résultat d'exploitation (I-II)		-36 031	70 870
Produits financiers	De participations	9 688	
	D'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé	10 404	
	Autres intérêts et produits assimilés	24 098	10 654
	Reprises sur provisions, dépréciation et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Charges financières	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers III	44 190	10 654
	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
Produits exceptionnels	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières IV	0	0
	Résultat financier (III-IV)	44 190	10 654
	Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	8 159	81 524
	Sur opérations de gestion	2 644	9 907
Charges exceptionnelles	Sur opérations en capital	46 098	27 000
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		25 371
	Total des produits exceptionnels V	48 742	62 278
	Sur opérations de gestion	1 776	12 845
	Sur opérations en capital	84 026	37 654
Charges exceptionnelles	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles VI	85 802	50 499
	Résultat exceptionnel (V-VI)	-37 060	11 779
	Participation des salariés aux résultats (VII)		
	Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 164	2 269
Total des produits (I+III+V+IX) XI		6 201 875	5 844 022
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X) XII		6 235 940	5 752 988
Excédent ou Déficit (XI - XII)		-34 066	91 034

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

(Montants exprimés en Euros)

Table des matières

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées3

1 Description des moyens mis en œuvre4

1.1 Investissements4

1.2 Ressources humaines4

1.3 Formation5

Faits majeurs de l'exercice6

AVENANT 43 AU SEIN DE LA BAD : MISE EN PLACE DE L'ECHELON 36

REFORME DE LA TARIFICATION :6

Faits postérieurs6

2 Principes, règles et méthodes comptables7

2.1 Présentation des comptes7

2.2 Méthode générale7

3 Informations relatives au bilan7

3.1 Actif7

3.1.1 Tableau des immobilisations7

3.1.2 Tableau des amortissements8

3.1.3 Méthode d'amortissement8

3.1.4 Immobilisations financières8

3.1.5 Créances8

3.1.6 Produits à recevoir9

3.1.7 Charges constatées d'avances : 8 518 €9

3.2 Passif10

3.2.1 Fonds associatifs10

3.2.2 Provisions pour risques et charges10

3.2.3 Engagements pris en matière de retraite11

3.2.4 Etat des dettes12

3.2.5 Produits constatés d'avance12

4 Informations relatives au compte de résultat13

4.1 Ventilation des produits d'exploitation (en €)13

4.3. Résultat exceptionnel13

4.4. Effectif au 31/12/202313

5. Autres informations14

5.1. Information relative à la rémunération des dirigeants14

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le SSIAD ADMR la "Santé chez Soi" est un service géré par une association à but non lucratif régie par la loi 1901 déclarée en préfecture le 8 juin 1982. L'association est adhérente à la fédération départementale ADMR d'Indre et Loire située 22 rue Fernand Léger 37000 TOURS ainsi qu'à l'Union Nationale des associations ADMR.

Objet social :

L'association a pour buts :

1. D'aider à tous les moments de leur existence toute famille ou personne habitant dans les communes et les quartiers où elle exerce son action.

Pour ce faire, elle assure la responsabilité matérielle et morale de la marche d'une ou plusieurs branches d'activité pouvant concourir à la réalisation de cet objectif.

Elle est, ou peut devenir, employeur de toutes les personnes utiles à cette action du social, du médico-social et du sanitaire, notamment dans le domaine de la vie quotidienne, du socio-éducatif, de la santé, ainsi que du développement local, conformément au règlement intérieur agréé par l'Union nationale des associations ADMR.

2. De développer un climat familial et d'intensifier les courants de solidarité, la vie sociale et l'animation dans les communes qu'elle dessert en faisant participer les familles, notamment celles ayant bénéficié de l'action de l'association.

Nature et périmètre :

L'association assure deux activités :

- L'activité SSIAD - Service de Soins Infirmiers A Domicile (Personnes Agées et Handicapées)
- L'activité EMA - Equipe Mobile Alzheimer : qui assure une mission de conseil, de soins d'accompagnement et de réhabilitation, sur prescription médicale, auprès de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou maladies apparentées

Le SSIAD est un Service de Soins Infirmiers A Domicile, dont la capacité et la zone géographique d'intervention sont définies par un arrêté préfectoral.

La mission du SSIAD est, selon le ministère de la santé, de "contribuer au soutien à domicile des personnes en prévenant ou différant l'entrée à l'hôpital ou dans un établissement d'hébergement".

Le SSIAD a pour vocation :

- d'éviter l'hospitalisation lors de la phase aiguë d'une affection pouvant être traitée à domicile,
- de faciliter le retour au domicile à la suite d'une hospitalisation,
- de participer à l'accompagnement des personnes dans leur projet de vie à domicile

1 Description des moyens mis en œuvre

1.1 Investissements

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Nous disposons de locaux en location pour chaque établissement dans les antennes rurales (Veigné, Athée sur Cher, Artannes, Richelieu, Azay le Rideau, Langeais), sur un site à Tours, et pour l'autre site de TOURS nous sommes propriétaires du bâtiment depuis 12 ans sur une durée d'amortissement de 30 ans.

Pour les secteurs ruraux, l'équipe mobile Alzheimer EMA et le service pour personnes en situation de handicap PH, il a été mis à disposition des véhicules de services que nous renouvelons tous les 5 ans.

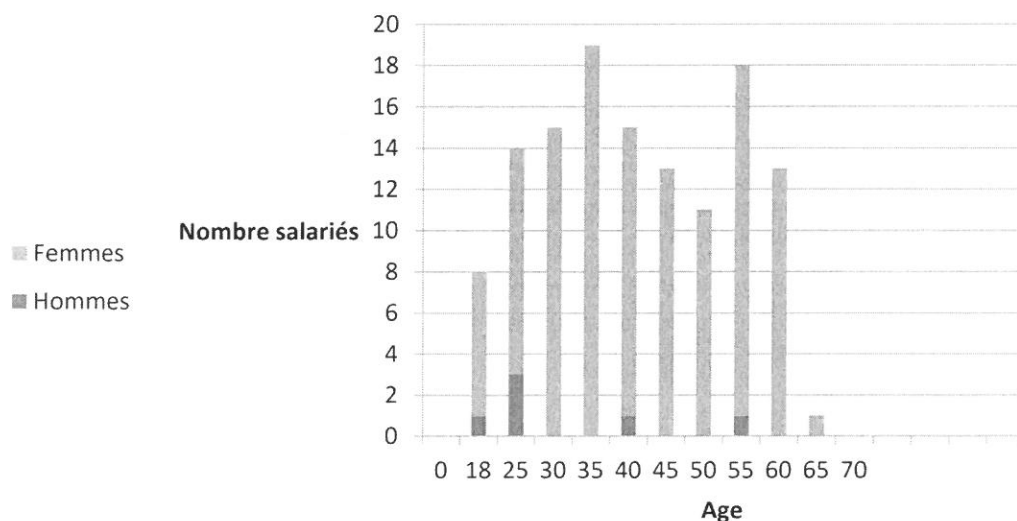
=> Amortissements pour l'année 2023 s'élèvent à 148 423 € dont :

- a. 37 298 € pour le bâtiment du site de TOURS
- b. 111 125 € pour le parc automobile

1.2 Ressources humaines

Le tableau des effectifs au 31/12/2023 est présenté page 13 du présent document.

Pyramide des âges des salariés présents en 2023 :



Mouvements sur l'année 2023 :

- 13 salariés embauchés en CDI
- 11 salariés sortis

1.3 Formation

SSIAD Personnes âgées :

Formations	Heures	Nombre de personnes concernées
AFGSU base niveau 2	21h	11
Recyclage niveau 2	7h	11
Formation ASG	150h	
Le toucher massage dans l'accompagnement à domicile	14h	11
Méthode Montessori adaptée aux personnes âgées	14h	12
Manutention et matériel de transfert	2h	75
La Sclérose En Plaques	1.50h	14
Fonctions IDEC (Module 2)	21	9

Des formations en interne, dite « formation flash » ont aussi été réalisées sur l'ensemble des secteurs. Elles ont été axées sur :

- Les gestes et postures par une Ergothérapeute
- Les apports d'outils par une ASG
- Une intervention de Neuro-Centre sur la SEP

SSIAD Personnes handicapées :

Formations	Heures	Nombre de personnes concernées
AFGSU recyclage	7h	1
Méthode Montessori	14h	1
Toucher massage	14h	1
Accompagner les personnes en fin de vie à domicile et leurs proches	6h	1

Equipe mobile Alzheimer :

Formation	Durée	Personnel
DU médiation et gestion des conflits	70h	1 ergothérapeute
COTID	21h	1 ergothérapeute
AFGSU	21h	1 ergothérapeute
Recyclage AFGSU	7 heures	1 ASG

Faits majeurs de l'exercice

AVENANT 43 AU SEIN DE LA BAD : MISE EN PLACE DE L'ECHELON 3

Suite à la modification de la classification des emplois et une revalorisation des salaires qui ont été mises en place dès le 1^{er} octobre 2021 par la branche, nous devons également faire passer un entretien aux salariés qui avaient plus de 8 ans au sein de la branche afin de déterminer ou non leur passage en Echelon 3. Presqu'un tiers des salariés étaient concernés, et la quasi-totalité l'a obtenu, ce qui a eu un impact sur la masse salariale.

REFORME DE LA TARIFICATION :

A compter de 2023, les SSIAD sont soumis à une **nouvelle tarification** pour leurs **activités de soins**. Celle-ci a pour objectif de mieux prendre en compte l'activité des services et le niveau de perte d'autonomie des personnes accompagnées. La mise en œuvre de la réforme s'effectuera progressivement entre 2023 et 2027, date à laquelle le forfait global de soins sera entièrement calculé selon les nouvelles modalités de financement.

Faits postérieurs

FINANCEMENT D'UN PROJET PSY POUR LES AIDANTS

La conférence des financeurs a accordé un financement pour le projet « Psy pour les aidants » qui sera lancé sur 2024. Une reconnaissance du rôle des aidants et un soutien nécessaire qui constituent un enjeu fort d'amélioration de l'accompagnement des personnes à domicile.

2 Principes, règles et méthodes comptables

2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés « états financiers », comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

2.2 Méthode générale

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, et le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'association relevant du code de l'action sociale et des familles, entre dans le champ d'application du règlement n° 2019-04 du 8 novembre 2019 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre ont été élaborés et présentés dans le respect du principe de prudence et selon les hypothèses de bases suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence de méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisation incorporelles	0		0	0
Terrain	96 800			96 800
Construction	847 886			847 886
Construction sur sot autrui	5 585			5 585
Matériel de soins	4 903			4 903

Inst. Générales Agencements	19 182			19 182
Matériel de transport	634 864	121 953	147 773	609 043
Matériel de bureau	88 817	7 860		96 677
Mobilier	68 928			68 928
Matériel divers	4 549			4 549
TOTAL	1 771 514	129 813	147 773	1 753 553

3.1.2 Tableau des amortissements

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Construction	490 725	35 750		526 475
Construction sur sol autrui	5 202	383		5 585
Matériel de soins	4 903			4 903
Inst. Générale. Agencement	17 056	1 164		18 220
Matériel de transport	354 720	111 125	143 159	322 686
Matériel de Bureau	80 305	4 824		85 129
Mobilier	68 367	396		68 763
Matériel divers	4 204	345		4 549
TOTAL	1 025 482	153 986	143 159	1 036 310

3.1.3 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Immobilisation incorporelles	Linéaire	10 ans
Construction	Linéaire	20 à 30 ans
Matériel de soins	Linéaire	4 ans
Inst.Générale.Agencements	Linéaire	15 à 20 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 3 ans
Mobilier	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel divers	Linéaire	1 an

3.1.4 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeurs
Autres titres	800 000
Dépôts & Cautions	3 913
Autres créances	9 688
Total	813 601

3.1.5 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé (1)			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres	34 782	34 782	
Charges constatées d'avance	8 518	8 518	
TOTAL	43 300	43 300	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

3.1.6 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant brut
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	20 359
Disponibilités	
TOTAL	20 359

3.1.7 Charges constatées d'avances : 8 518 €

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

3.2 Passif

3.2.1 Fonds associatifs

Une provision réglementée pour produits financiers d'un montant de 39 026 € a été constituée en 2023 suite à la comptabilisation de produits financiers selon article 314-95, ainsi qu'une provision réglementée afférente aux plus-values nettes d'actif circulant d'un montant de 40 385 €.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	232 941			232 941
Réserves statutaires ou contractuelles	25 771			25 771
Réserves pour projet de l'entité	1 515 182	42 196		1 557 378
Autres réserves	27 320			27 320
Report à nouveau	334 771	48839		383 610
Résultat	91 034		125 100	-34 066
Provisions Réglementées	403 323	79 411		482 734
TOTAL	2 630 342	170 446	125 100	2 675 688

3.2.2 Provisions pour risques et charges

3.2.2.1 Tableau des provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	39 456	26		39 482
Provisions pour indemnité de départ en retraite	190 649	7 437		198 086
TOTAL	230 105	7 463		237 568

Les provisions pour charges sont constituées :

- D'une provision pour charges de 18 008 € correspondant aux soldes de crédits non reconductibles obtenus en 2009 et 2011 pour la réalisation des évaluations externes.
- D'une provision de 11 444 € constatée pour couvrir le risque pour licenciement pour inaptitude des salariées qui sont en longue maladie (plus d'un an) cela concerne 3 salariées.
- D'une provision de 10 030 € constatée pour couvrir le risque des indemnités sur congés payés en période d'arrêt maladie non professionnelle.

3.2.2.2 Fonds dédiés

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin exercice
Fonds dédiés à l'investissement	247 378		21 009	226 369
Fonds dédiés à l'exploitation	91 068			91 068
TOTAL	338 446		21 009	317 437

Les fonds dédiés à l'exploitation s'élevant à 91 068 € au 31/12/2023 comprennent d'une part un solde de 9 946 € de crédits non reconductibles de 2019 pour l'achat de kits, et 81 122 € de subventions d'exploitation obtenues en 2005 et 2007 suite à la canicule afin d'effectuer des aménagements. Ces derniers n'ont à ce jour pas été réalisés.

Les fonds dédiés à l'investissement correspondent à des provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent (247 378 €), conformément à l'application du nouveau règlement comptable, moins une reprise de 21 009 € au titre des amortissements sur constructions constatés en 2023.

3.2.3 Engagements pris en matière de retraite

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 198 086 €. Il s'élevait à 190 649 € au 31.12.2022.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges et est valorisé avec un taux de charges de 49%.

3.2.4 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'éligibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Echéances	
			à plus d'1 an	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	145 598	145 598		
Dettes fiscales et sociales	732 314	732 314		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 858	5 858		
Autres dettes (b)	348 357	348 357		
Produits constatés d'avance	7 000	7 000		
TOTAL	1 239 127	1 239 127		
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Concernant les autres dettes on retrouve la somme de 159 964,32 € qui concerne le projet PAERPA pour l'équipement du domicile en outils pour la mobilité qui n'a pas été utilisé et qui doit être remboursé à l'ARS suite au transfert du service PAERPA au 31/3/2019.

Les autres dettes comprennent aussi pour la somme de 137 278,49 € les provisions de congés payés pour le service MAIA et PAERPA et les résultats en attente d'affectation qui doivent être transmis à la nouvelle association en charge de cette activité.

Charges à payer par postes du bilan :

Charges à payer	Montant brut
Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	14 386
Dettes fiscales et sociales	488 036
Autres dettes	45 377
TOTAL	547 799

3.2.5 Produits constatés d'avance

Ils s'élèvent à 7 000 € au 31/12/2023

4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation (en €)

Critères utilisés :

	N	N-1
Produits issus de la tarification	5 972 094	5 677 287
Subventions	38 817	47 000
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	38 030	13 135
Utilisation des fonds dédiés	21 009	
Autres produits	38 981	33 668
	6 108 943	5 771 091

4.2 Résultat par activité et Passage résultat comptable au résultat administratif

	RESULTAT COMPTABLE 2023	AFFECTATION RESULTAT ANTERIEUR	RESULTAT INTERMEDIARE AU 31/12/2023	PROVISIONS CONGES PAYES (refusées par ARS)	RESULTAT PRESENTE A ARS
PAG	- 22 385		- 22 385	27 525	5 140
PH	2 917		2 917	437	3 353
EMA	- 14 598		- 14 598	1 730	- 12 868
TOTAL SCS	- 34 066		- 34 066	29 692	- 4 374

4.3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est déficitaire de 37 060 €.

4.4. Effectif au 31/12/2023

Catégories	Personnel salarié (en ETP)
Aides-soignants	69,56
IDES & ergothérapeute	4,80
Infirmiers coordinateurs	10,31
Personnel administratif	2,83
Direction	1,20
TOTAL	88,70

5. Autres informations

5.1. Information relative à la rémunération des dirigeants

Les rémunérations versées pour l'année civile aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ne sont pas communiquées car elle conduirait à donner indirectement une rémunération individuelle.

